

Études internationales

Villemeur, Alain, *La divergence économique États-Unis/Europe*, coll. Approfondissement de la connaissance économique, Paris, Économica, 2004, 350 p.

Michel Lelart

Les livres blancs et la politique étrangère : pratiques comparées

Volume 37, numéro 1, mars 2006

URI : id.erudit.org/iderudit/013418ar

DOI : [10.7202/013418ar](https://doi.org/10.7202/013418ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lelart, M. (2006). Villemeur, Alain, *La divergence économique États-Unis/Europe*, coll. Approfondissement de la connaissance économique, Paris, Économica, 2004, 350 p..
Études internationales, 37(1), 142–143. doi:10.7202/013418ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

bres de poursuivre des objectifs politiques nationaux, nonobstant cependant quelques difficultés d'interprétation qui subsistent...

Le seul reproche un peu sérieux que l'on puisse faire à cet ouvrage est le plan, moins l'enchaînement des parties que l'importance de chacune : 750 pages, puis 280, puis 100 pour la dernière qui tient plutôt d'une conclusion, d'autant qu'il manque à cet ouvrage une conclusion générale qui mérite son nom. Mais cela n'empêche pas que nous sommes en présence d'une véritable somme sur l'OMC. Les juristes ne seront pas les seuls à l'apprécier, les économistes y trouveront une description, combien minutieuse, de l'ensemble des règles qui régissent le commerce international. Et au-delà de la simple description, ils comprendront mieux à travers les observations pertinentes de l'auteur, l'enjeu considérable que représente l'organisation du commerce entre les nations.

Il est surprenant de constater que ces règles ont été mises en place progressivement depuis la guerre et que le commerce international s'est trouvé peu à peu organisé, alors que les relations monétaires avaient été organisées il y a soixante ans, et que les règles fixées ont été peu à peu abandonnées...

Michel LELART

CNRS, Université d'Orléans, France

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

La divergence économique États-Unis/Europe.

VILLEMEUR, Alain. *Coll. Approfondissement de la connaissance économique*, Paris, Economica, 2004, 350 p.

Cet ouvrage est le résultat d'une thèse de sciences économiques dirigée par Jean-Hervé Lorenzi et soutenue à l'Université de Paris-Dauphine en novembre 2002. Comme ce dernier le mentionne dans sa préface, la thèse est née d'une interrogation : pourquoi les pays, en particulier les États-Unis, l'Europe et le Japon, connaissent-ils des croissances qui divergent ? De la fin de la guerre à 1980 (les Trente glorieuses), l'Europe a connu de meilleures performances que les États-Unis. Depuis 1980 c'est plutôt l'inverse.

La question est importante, et elle est très bien posée par l'auteur qui cherche une réponse dans la révolution que constitue l'explosion des technologies de l'information et de la communication (TIC), laquelle constituerait une nouvelle forme de révolution industrielle. Tous les pays sont concernés, mais tous ne réagissent pas de la même façon lorsqu'ils investissent dans le savoir ou lorsqu'ils privilégient certaines innovations ou certains types d'innovations. L'auteur explore les transformations que ces nouvelles technologies entraînent pour l'économie, et leurs conséquences sur les mécanismes de la production, de l'emploi, de la croissance... Il compare ensuite les modèles de la croissance qu'ont connus les États-Unis, le Japon et la France, et il s'interroge sur l'impact

qu'ont pu avoir ces « investissements immatériels » liés à ces nouvelles technologies.

La thèse était une thèse d'économie. L'ouvrage est un ouvrage d'économiste. La plupart des économistes aujourd'hui, surtout parmi les plus jeunes, ne font plus de l'économie, que nous appelions autrefois politique, mais ils ambitionnent de faire de la « science » économique. Ils font du général et pour faire du général ils font de l'abstrait. Tout ceci pour dire que cette thèse, qui a été très bonne de toute évidence, puisqu'elle a mérité d'être publiée, est quasiment incompréhensible pour un non-initié. Combien de lecteurs habituels de notre revue, intéressés par le titre de l'ouvrage, apprécieront des formules mathématiques, parfois d'un solide niveau, pendant des pages et des pages... ?

Michel LELART

CNRS, Université d'Orléans, France

La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?

CANET, Raphaël et Jules DUCHASTEL (dir.).
Outremont, QC, Athéna éditions, 2004,
391 p.

À travers leur ouvrage *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?*, Raphaël Canet et Jules Duchastel, ont choisi de resituer les réalités politiques nées du mouvement néolibéral. Grâce aux différents auteurs à qui ils ont fait appel, les coordonnateurs ont adopté « une position critique par rapport à ces profondes transformations induites par le passage au néolibéralisme politique ». C'est ainsi une manière de revisiter des notions que l'on utilise peut-être trop rapidement : la gouvernance qui remplace-

rait le gouvernement, la société civile, la démocratie (représentative/participative), la mondialisation et surtout, le rôle des États dans cet univers contemporain. Voilà une approche qui se révèle fort intéressante car, même si certains États restent encore réticents et tardent à l'admettre, le néolibéralisme s'impose chaque jour plus fermement comme une donnée dont nous ne pouvons plus nous soustraire. Aussi est-il important, comme nous y convient les auteurs de nous interroger sur les incidences politiques du néo-libéralisme. Comme l'exprime fort justement Raphaël Canet : « Le retour du politique dans la mondialisation, ce n'est pas simplement les contestations populaires et autres forums social mondial et européen, c'est l'avènement d'un nouveau mode d'organisation politique faisant fi des notions classiques de souveraineté, de représentation et de légitimité. » Nous sommes alors invités, à travers les articles qui composent ce recueil de contributions, à nous interroger sur les valeurs qui animent depuis l'ère des Révolutions européennes les âmes des États.

Le plus commun dans ce type d'ouvrage est de trouver des articles trop hétérogènes pour en tirer quelque chose de captivant et surtout de signifiant. Présentement, le livre ne tombe pas dans ce piège. Son découpage en trois parties dont deux plutôt théoriques (Partie 1 : Nouvelles formes de régulation et démocratie et Partie 2 : Économie politique et libéralisme) défendent avec cohérence des approches enrichies de données empiriques (Partie 3, Le néolibéralisme en actes). Avant cela, Jules Duchastel décrit l'orientation de